

Bilan du Conseil Politique National (CPN) du NPA, 28-29 janvier

La lutte nécessaire contre la GA ne justifie pas que la majorité esquivé les discussions de fond

(explication de vote des élus P4/Tendance CLAIRE, concernant la résolution politique)

Ce CPN a été dominé par l'attaque en règle de la direction de la GA [Gauche Anticapitaliste, courant droitier partisan d'une alliance avec le Front de gauche] contre le NPA. Nous avons bien sûr fait front avec la majorité (cf. notre explication de vote n° 2). Pour autant, cela ne pouvait justifier le refus de discuter du fond.

Or les camarades de la majorité ont donné la priorité à un dialogue de sourds avec la GA. Ce sont d'ailleurs surtout des dirigeants qui ont parlé : alors que le CPN doit fixer les orientations du parti, ses membres s'expriment peu. Car la direction réduit les débats à des luttes fractionnelles au lieu d'impulser les clarifications nécessaires au sein même de la majorité.

Cela a permis d'éviter tout bilan sérieux de la campagne. Or la GA a raison sur un point : notre candidature n'a pas d'identité politique suffisante. Le profil de notre candidat, le soutien aux luttes, l'appel à leur convergence, la dénonciation de Sarkozy, la critique de Hollande, l'exigence de réquisition du secteur bancaire et de l'énergie, l'appel à ce que les travailleurs/ses prennent les choses en mains... sont des points forts permettant à notre campagne de rencontrer un début d'écho chez les prolétaires et les jeunes. Mais cela ne suffit pas pour un *programme* politique.

Nous avons donc proposé des amendements. Nous persistons dans cette démarche malgré le refus de discuter, CPN après CPN, de la majorité P1A-P2 [alliance politiquement fragile qui dirige le parti depuis la Conférence nationale de juin 2011, sur la base de la campagne Poutou]. Car notre combat contribue malgré tout à certaines clarifications, comme le prouve l'intégration cette fois, dès le projet de résolution, de quelques points que nous avons proposés au précédent CPN... et qui avaient été alors rejetés, comme l'objectif de la grève générale, la critique des directions syndicales et une critique du Front de gauche ; mais il faut en faire des axes centraux de campagne, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui ! De plus, si de vrais débats remplaçaient les procès d'intention, nous pourrions convaincre davantage, comme lors du dernier Secrétariat national jeunes qui a intégré (ou reformulé) nos amendements, nous conduisant à voter la résolution.

Malheureusement, si quelques amendements ont été intégrés en commission, les plus importants ont de nouveau été rejetés en plénière, avec des arguments indigents. Ainsi, la majorité refuse toujours toute explication marxiste de la crise, sans laquelle on ne saurait s'orienter correctement : elle préfère laisser entendre que la politique des gouvernements serait irrationnelle, voire qu'une autre politique bourgeoise, moins dure pour les travailleurs et travailleuses, serait possible ! De même, la majorité persiste à centrer la campagne sur des « mesures d'urgence » en se taisant sur les moyens, alors qu'il faudrait articuler les revendications immédiates, correspondant à la conscience et aux luttes actuelles, avec la *nécessité* du gouvernement des travailleurs, de l'expropriation sans indemnités des groupes du CAC 40, d'une rupture avec l'Union Européenne capitaliste, d'une Europe socialiste. Enfin, notre proposition d'affirmer notre refus de toute intervention impérialiste et notre soutien aux soulèvements des pays arabes, notamment en Syrie, a été rejetée, alors que la résolution ne dit *pas un mot* des questions internationales et que l'échange sur les révolutions arabes, qui n'a hélas pas suscité beaucoup d'interventions, n'a abouti à *aucune* décision ! De même, les autres questions abordées (dette, TVA sociale, FN, Commission nationale d'intervention féministe) n'ont pas eu de conclusions...

Entre le réformisme chauvin du Front de Gauche et la propagande abstraite de LO, il y a place pour une belle campagne permettant de relancer le NPA et d'être utile aux luttes. À condition de défendre un programme anticapitaliste révolutionnaire concret et

conséquent. Il serait temps d'en discuter !

L., L. & M.

**La direction de la GA mène une offensive contre le NPA
pour une politique compatible avec le Front de gauche...
Front unique des positions et des camarades pour défendre le NPA !**

(explication de vote des élus P4/Tendance CLAIRE, concernant les législatives)

Comme la Tendance CLAIRE l'a expliqué pour sa part dès la fondation, le NPA a été créé dans la confusion. La direction LCR a cru que la vague de sympathie pour Olivier Besancenot pouvait suffire à lancer un parti de masse. Elle a contourné les questions programmatiques et stratégiques, entretenu le flou au lieu d'impulser la discussion sur le programme révolutionnaire pour l'actualiser à la lumière des évolutions historiques, des expériences récentes et des nouvelles questions politiques. Elle a empêché les débats de fond alors qu'elle était déjà divisée en tendances et que de nouveaux courants arrivaient. Le prétexte était de ne pas effrayer les « primo-militants », alors qu'il aurait fallu les former et débattre vraiment « du meilleur des traditions du mouvement ouvrier ». La Tendance CLAIRE a même été réprimée pour avoir osé défendre ses idées !

Quand les tendances réapparurent au grand jour pour les régionales, ce fut l'incompréhension à la base. Les départs se multiplièrent d'autant plus que les discussions étaient toujours évitées, y compris lors du congrès qui aurait dû permettre un vrai bilan du NPA et qu'on tranche au moins en partie les ambiguïtés de départ.

Le retrait inattendu d'O. Besancenot a précipité la crise, frappant au cœur la direction, ce centre mou qui, à force de préférer les méthodes d'appareil aux débats politiques, était devenu le maillon faible : il fut brisé par la question apparemment tactique de la présidentielle.

Le lancement de la Gauche Anticapitaliste (GA) a au moins eu le mérite de clarifier les choses à la droite du parti : sa dérive vers le réformisme s'accélère. C'est ce que prouvent une fois de plus ses propositions pour les législatives, compatibles avec le Front de Gauche. Concernant la résolution sur les législatives, deux de nos amendements ont été intégrés, au grand dam de la GA : l'un dénonce la participation du Front de Gauche à la gestion des régions avec le PS, l'autre précise qu'il s'agira de vaincre la politique de Hollande par les luttes s'il est élu. Cependant, la majorité a rejeté l'amendement proposant que les membres de la GA ne se présentent au nom du NPA que « *dans le cadre de l'orientation décidée par la majorité, notamment en toute indépendance à l'égard des forces du Front de Gauche* ». Il nous semble pourtant que, si nous voulons construire un parti national avec un message clair, toutes et tous les camarades doivent défendre globalement sa ligne ! Vu cette concession de la majorité à la GA, nous avons choisi de nous abstenir sur la résolution.

Le combat contre l'offensive destructrice de la direction de la GA continue. Il faut que toutes les positions, toutes et tous les camarades, même ayant voté pour la position B [point de départ du lancement de la GA] à la Conférence nationale de juin, fassent front pour défendre le NPA. Mais il faut aussi que les discussions trop longtemps évitées aient enfin lieu et que les orientations se clarifient dans le sens révolutionnaire. Car toute persistance dans la méthode qui a mené à la crise ne peut que la faire rebondir jusqu'au désastre.

L., L. & M.

Ci-dessous la résolution politique et la résolution sur les législatives, adoptées par le CPN (avec en rouge nos amendements)

Situation politique et sociale, notre campagne présidentielle, nos tâches *Adoptée - 66 pour, 40 contre, 5 abst, 3 NPPV (les élus P4/Tendance CLAIRE se sont abstenus)*

Propositions d'amendements de L., L.et M. (P4/Tendance CLAIRE) en rouge

1) La situation tant sociale que politique est dominée par l'approfondissement de la crise globale du capitalisme. La généralisation des politiques d'austérité au niveau de toute l'Europe, les débuts de récession représentent une nouvelle phase de la crise économique mondiale, dans le contexte d'une concurrence exacerbée avec les nouvelles puissances capitalistes (Chine, Brésil, Inde...).

Impuissants à maîtriser les évolutions en cours, les classes dominantes et les États **[AMENDEMENT 1 REJETE – 6 pour] sont engagés dans une fuite en avant qui aggrave la situation économique utilisent** les déficits et la dette **sont le comme** moyen pour faire payer les travailleurs et les classes populaires et contribuent aussi à l'instabilité du système et à renforcer la crise. **[AMENDEMENT 1 bis REJETE – 6 pour] Ils mettent en place des plans d'austérité de plus en plus durs : blocage ou baisse des salaires, démantèlement du code du travail, libéralisation des professions « protégées », etc. Il n'y a pas d'autre politique possible dans le cadre du système, pour espérer payer la majeure partie des dettes publiques, et par là même éviter un effondrement économique. Mais cette politique ne permettra pas de sortir de la crise, qui nécessiterait une dévalorisation massive de capital (par une vague considérable de faillites ou une guerre) pour relancer véritablement l'accumulation.** La dégradation de la note de 9 pays d'Europe dont la France qui perd le triple A en est la démonstration : c'est à la fois un signal de l'exigence de la bourgeoisie d'une accélération des politiques antisociales et une difficulté pour le gouvernement Sarkozy et pour l'appareil d'État, qui va voir les taux d'intérêt franchir un nouveau cap. On assiste à une explosion du chômage, des licenciements, de la précarité, de la hausse des prix, tandis que la crise alimentaire et énergétique, écologique se développe.

C'est bien au niveau de toute l'Europe que s'organise une nouvelle offensive contre les travailleurs et les peuples. Celle-ci combine dans tous les pays des éléments de protectionnisme, de nationalisme et une tentative de décupler l'exploitation.

2) Il y a des milliards pour permettre aux financiers de continuer à spéculer sur les marchandises, les matières premières, les monnaies, la dette, sur l'avenir même de la planète, mais il n'y a rien pour lutter contre la catastrophe écologique en cours, le réchauffement climatique. L'échec de Durban, au mois de décembre dernier, en a été une nouvelle démonstration. Après deux semaines de discussions laborieuses, la conférence de l'ONU sur le climat a décidé... de reporter à 2015 la mise en place d'un « pacte global de réduction des émissions de gaz à effet de serre ». La mise en œuvre d'une politique globale se heurte aux intérêts des capitalistes pollueurs qui rendent impossibles la nécessaire planification de la production des richesses à l'échelle planétaire.

3) Merkel et Sarkozy, en accord complet avec l'Union européenne et les banques, veulent plier l'Europe à leur politique, la discipline de l'austérité, c'est-à-dire de la régression sociale. Chacun, dans le même temps, défend les positions de ses propres multinationales. La lutte pour la compétitivité au nom de la lutte contre les délocalisations est une nouvelle justification hypocrite pour faire baisser le coût du travail. La TVA antisociale que Sarkozy veut faire adopter avant les élections répond à cette volonté, comme toutes les mesures discutées dans le cadre du sommet social du 18 janvier. **[AMENDEMENT 2 REJETE, REPRIS DE LA RÉOLUTION DU DERNIER SECRÉTARIAT NATIONAL JEUNES] Elle vise à exonérer les patrons d'une nouvelle fraction des cotisations sociales qui leur incombent en en assurant le financement par l'augmentation de l'impôt le plus injuste la TVA qui frappe principalement les plus démunis.** la TVA « sociale » est une attaque très importante : elle risque d'entraîner une baisse du pouvoir d'achat : avec la TVA sociale, les prix vont augmenter. Rien ne garantit que les salaires vont être indexés sur les prix, d'autant plus que le gouvernement veut remplacer les négociations salariales par branche par des négociations par entreprise ; en outre il s'agit

d'une mesure protectionniste dont le gouvernement essaye de faire croire qu'elle va dans l'intérêt des travailleurs en disant « Défendre les capitalistes français, c'est défendre les travailleurs français. Il faut rappeler inlassablement que les « charges sociales » ou les « cotisations patronales » n'existent pas ! La cotisation, c'est une partie du salaire, celle qui est socialisée dans la Sécu pour venir en aide à celles et ceux qui en ont besoin (malades, retraités...). Exonérer les patrons de cotisation, c'est donc leur donner en cadeau une partie des salaires.

Toutes les politiques se réclamant du « produire français » ou du protectionnisme que, de différentes façon, reprennent tous les candidats des partis institutionnels, vont dans le même sens : diviser les salariés en flattant les préjugés xénophobe, racistes et l'extrême droite pour tenter de renforcer les positions de chaque bourgeoisie nationale dans la concurrence mondiale. Il s'agit de développer l'idée d'une soit disant nécessaire Union sacrée contre les autres pays, de diviser les travailleurs entre eux pour exercer une pression accrue sur les salaires, accroître l'exploitation. Loin de protéger la population, ces politiques se retournent contre elle.

Si Le Pen développe jusqu'au bout cette politique nationaliste, avec son inévitable corollaire raciste, tout le discours politique est aujourd'hui infesté par ce poison nationaliste, se réclamant de la « grandeur de la France », chauvine, à droite mais aussi à gauche.

Notre politique est radicalement différente : elle vise à défendre l'emploi, maintenir la production, Nous combattons leur Union européenne capitaliste pour imposer le contrôle de la circulation des capitaux. Notre politique s'inscrit en rupture avec toute forme de nationalisme. Elle montre les clivages fondamentaux qui existent entre les classes d'un même pays, elle vise à promouvoir et développer les luttes, les résistances, des travailleurs par-delà les frontières, pour une Europe des travailleurs et des peuples.

4) Le gouvernement ne souhaite aucune trêve électorale. Bien au contraire, conscient des exigences des capitalistes et de son incapacité à reconquérir l'opinion par des promesses contredites par toute sa politique passée et présente, il choisit la fuite en avant. Une façon de mettre en œuvre les mesures demandées par les banques et le patronat : ce qui est fait ne sera plus à faire. Une façon aussi de jouer des contradictions de la gauche, de mettre Hollande au pied du mur en sachant que ses marges de manœuvre sont très réduites. Sarkozy prend la pose du capitaine dans la tempête, fait le pari qu'en assumant sans vergogne la politique d'austérité, il sera plus crédible qu'Hollande qu'il prend par ailleurs à contre-pied avec le bluff de la taxe Tobin. Les attaques ne vont donc pas ralentir d'ici la présidentielle, elles constituent le cœur de la campagne de Sarkozy.

5) Ces politiques réactionnaires se développent sur le terrain du désarroi, de la démoralisation d'une large fraction du monde du travail laissée sans perspective par la gauche libérale comme par les directions des grandes confédérations syndicales. Alors que les projets du gouvernement comme du Medef sont connus de toutes et tous, les directions syndicales continuent de demander le dialogue social. Au nom de cette volonté de dialogue, elles se prêtent à toutes les manœuvres de Sarkozy comme le dernier sommet pour l'emploi. Elles refusent toute politique pour développer les mobilisations, construire un mouvement d'ensemble pour faire reculer le gouvernement. Elles se contentent de journées interpros de 24h sans appel à la grève et sans perspectives. Même dans l'Éducation nationale, où les attaques sont multiples et les salariés combatifs, la construction de la grève du 31 janvier est une bataille.

6) [AMENDEMENT 3 REJETE] Les défaites successives subies contre les fermetures de boîtes et sur les retraites pèsent sur la confiance des travailleurs en leurs propres forces, pour imposer leurs revendications et leurs solutions. Mais ces défaites, au-delà d'une crise de la conscience de classe, sont surtout le produit de l'orientation des directions syndicales qui accompagnent la politique du gouvernement et met donc en œuvre des tactiques désastreuses comme les journées d'action dispersées. En revanche, chaque fois que les syndicats localement

sont combatifs et proposent des perspectives de victoire, les luttes se développent davantage.

De nombreux mouvements sectoriels ont lieu, ils expriment le mécontentement général et la colère. Les mobilisations dans la jeunesse sur le budget des universités, la grève du 31 janvier dans l'Education, celle du 2 février aux Finances Publiques, les nombreuses mobilisations locales contre les licenciements et suppressions de postes sont des points d'appui. Nous participons à ces luttes pour tenter d'arracher des victoires ou des demi-victoires, tout en défendant la nécessité d'un mouvement d'ensemble, d'une grève générale, seul à même de mettre un coup d'arrêt à l'offensive globale des classes dominantes.

Les collectifs contre la dette sont aussi un outil pour construire une riposte globale. La construction de ceux-ci se développe dans les villes et les quartiers, avec des centaines de personnes dans certaines réunions publiques. La participation des organisations syndicales ou du PCF n'est pas une évidence dans de multiples villes, mais nous devons être aux avant-postes pour y travailler. Le succès des réunions du 14 et 15 indique un réel intérêt qui participe de la politisation en cours. Nous articulons dans les collectifs comme dans notre matériel propre la construction du cadre unitaire sur l'audit **[AMENDEMENT 4 INTEGRE] (que nous présentons comme un tribunal populaire de la dette et non comme une expertise de spécialistes) et l'arrêt des remboursements, et avec** notre mot d'ordre d'annulation de la dette. **[AMENDEMENT 5 PARTIELLEMENT INTEGRE] Nous nous battons également pour que ces collectifs ne soient pas des rencontres ponctuelles entre organisations, mais des collectifs auto-organisés, ouverts à tou-te-s, qui décident à la majorité de leurs actions, sans droit de veto des organisations [formulation adoptée : « Nous nous battons également pour que ces collectifs ne soient pas de simples rencontres ponctuelles entre organisations, mais des cadres prenant des initiatives favorisant la mobilisation »].** Tant au niveau local que national, nous cherchons à chaque fois à prendre des initiatives en tant que parti, sur le plan unitaire et dans les syndicats où nous sommes présents. En particulier, sur la TVA antisociale, les salaires, la dette, les licenciements et l'emploi.

7) Dans ce contexte, François Hollande reste pour l'instant porté par le rejet de Sarkozy, même si sa popularité commence à s'effriter. Mais on le voit, son programme est clairement un programme de gestion loyale de la crise, de mise en œuvre de politiques d'austérité de gauche qui ne s'attaquera pas aux vrais responsables de la crise. Il mène une campagne en dedans, paralysé par son incapacité à sortir du cadre des politiques d'austérité, à donner un contenu concret et crédible à son slogan du changement. Il se contente de critiquer Sarkozy sur la forme et de proposer une somme de slogans sectoriels sans contenu, sans chiffres globaux, sans prendre l'argent là où il est. Les quelques mesures positives annoncées comme les 60000 postes dans l'Education nationale ou la réforme du quotient familial sont vite retirées dès que la droite passe à l'offensive.

Mélenchon postule à être le candidat de la « vraie gauche », critiquant fortement le PS, allant jusqu'à faire planer un doute sur son appel au vote au second tour tout en négociant des accords avec le PS pour les législatives et en votant le budget des régions dirigées par celui-ci. Mais, derrière cette façade radicale, il reprend une partie du discours protectionniste. Sur la dette et le rapport aux banques, il se contente de demander un réaménagement de la dette et la constitution d'un pôle public de crédit. Le Front de gauche, négocie des accords avec le PS et vote le budget des régions dirigées par celui-ci. Si Mélenchon souligne avec force qu'il ne pourrait participer qu'à un gouvernement que lui-même dirigerait, le PCF laisse clairement entendre que sa position sera différente et qu'il est disponible pour participer soit à un éventuel gouvernement PS soit à une majorité parlementaire.

8) La politique de Sarkozy nourrit directement la propagande démagogique et populiste de Marine Le Pen. On ne sait plus si c'est Sarkozy qui fait du Le Pen ou Le Pen qui fait du Sarkozy mais on est sûr qu'au final, la pression nationaliste et raciste s'accroît. En courant après l'électorat du FN, l'UMP ne fait que le renforcer, lui donner raison, alimenter sa propagande, comme l'ont fait

Sarkozy en reprenant le discours lepéniste autour de Jeanne d'Arc ou Guéant son discours sur l'immigration, la délinquance.

Si Le Pen dénonce la politique de Sarkozy au nom du repli national et de la sortie de l'euro, elle se garde bien d'avancer la moindre mesure qui gêne le patronat. Quand elle prétend augmenter les bas salaires de 200 euros, si tant est que l'on puisse prendre ce discours au sérieux, il ne s'agit pas d'augmenter les salaires réellement mais d'une prime financée par l'Etat, sur la base d'une augmentation de l'impôt le plus injuste, la TVA.

Derrière la politique de Marine Le Pen visant à donner une respectabilité au FN pour lui permettre de disputer l'influence politique de l'UMP, de sortir de la posture de parti protestataire pour se poser en parti de gouvernement, il y a une tentative, menée sur le long terme, de transformer le Front national en un parti réellement implanté dans les couches populaires. Pour contrer cette stratégie, notre parti et notre candidat doivent être au premier plan des mobilisations qui ont lieu pour contrer les apparitions du FN et de Le Pen, nous devons démonter son programme économique sans se contenter de la nécessaire dénonciation antiraciste et clairement défendre une orientation indépendante de toute forme de nationalisme se plaçant résolument sur le terrain des classes exploitées et opprimées, l'internationalisme.

Dans ce contexte, nos revendications antiracistes sont des outils fondamentaux d'unification de notre classe face à la bourgeoisie.

9) Notre campagne présidentielle, en lien avec la campagne contre la dette, se veut un démultiplicateur de toutes nos activités, un cadre de rassemblement de tout le parti pour œuvrer au rassemblement des anticapitalistes. A moins de cent jours du premier tour, la campagne présidentielle est le moyen de montrer qu'existe une véritable alternative aux politiques menées aujourd'hui, de poser la question du pouvoir, d'aider à la préparation d'une contre-offensive face à la crise à partir des points d'appuis qui existent pour sortir de la résignation.

Le lancement de campagne permet à l'organisation de se fixer des perspectives communes d'actions et de construction par la tenue de meetings et de réunions publiques. Elle permet aux militant(e)s de se tourner vers l'extérieur en essayant de mettre en place des comités de soutien ou du moins des initiatives (des diff par exemple) impliquant des gens intéressés par notre campagne et voulant s'y investir.

De même, la recherche des signatures essentielle pour assurer notre présence à la Présidentielle, est de plus en plus pris en charge comme un travail politique, le premier point de chacun des échanges, une des préoccupations militantes principales. Nous avons franchi un seuil qui nous permet aujourd'hui de dire que nous irons bien jusqu'au bout. Cela exige une mobilisation de toutes et tous jusqu'au 16 mars, date limite de remise des formulaires officiels au Conseil d'Etat.

Pour autant, si ces éléments redonnent confiance et montrent qu'il est indispensable et possible que notre organisation soit présente à cette échéance, notre candidature ne s'impose pas encore de manière significative, déterminée à une échelle de masse, tant dans les médias que dans nos milieux militants respectifs. Si notre candidat commence à être un peu plus identifié, y compris par les maires que nous allons voir, les réponses que nous apportons face à la crise restent peu audibles à une majorité de travailleurs comme radicalement différentes des autres partis. Notre candidature ne semble pas encore incarner le degré de colère qui existe au-delà de la résignation et des difficultés quotidiennes que nous connaissons.

Pourtant, aujourd'hui, les inquiétudes provoquées par l'aggravation de la crise, la politisation en cours devraient nous permettre de développer un programme qui veut résolument bloquer les plans d'austérité, changer de logique et de politique, casser la main mise **[AMENDEMENT 6 INTEGRE] de la finance du patronat [ajout adopté : « et des banques »]** sur l'économie, et satisfaire les besoins sociaux de la population. Faire progresser notre campagne vers l'identification d'un candidat, de ses mesures d'urgence et des moyens pour les financer et les imposer ! **[AMENDEMENT 7 REJETE] ~~Un candidat qui veut dégager Sarkozy en combattant Le Pen mais sans rien attendre d'Hollande !~~** Un candidat pour une démocratie réelle maintenant !

Nous voulons jeter les bases d'une opposition de gauche anticapitaliste et militante à la droite et à

l'extrême-droite comme à un gouvernement de la gauche libérale, une opposition pleinement indépendante de toute alliance parlementaire avec la gauche libérale ou de toute majorité gouvernementale. C'est dans la continuité de cette politique que nous serons présents aux élections législatives.

Notre démarche veut construire le lien entre les exigences immédiates, les mobilisations et un programme d'urgence, un bouclier social contre la crise **[AMENDEMENT 8 INTEGRE] (salaires, ~~emploi~~ augmentation de 300€ net, interdiction des licenciements, réduction du temps de travail sans baisse des salaires...)** : prendre l'argent aux patrons, annuler la dette et saisir les banques, sortir du nucléaire en moins de dix ans... **[AMENDEMENT 9 REJETE – 6 pour] La satisfaction globale de ces revendications est incompatible avec le maintien du système capitaliste et de ses institutions. C'est pourquoi** il s'agit de développer un programme répondant aux besoins du monde du travail et de la jeunesse en rupture avec le capitalisme, un programme pour les mobilisations posant la question du contrôle par la population, de la démocratie et du pouvoir, d'un gouvernement des travailleurs, pour une planification économique et écologique.

[AMENDEMENT 10 REJETE, REPRIS DE LA RÉOLUTION DU DERNIER SNJ – 6 pour] : Un tel gouvernement exproprierait les banques et les groupes du CAC 40, il serait fondé sur l'auto-organisation et le contrôle ouvrier, agirait pour la planification de l'économie et la satisfaction des besoins. Tout cela entraînerait une rupture avec l'Europe capitaliste et ses traités, l'extension de la révolution vers une Europe socialiste des travailleurs.

10) **[AMENDEMENT 11 REJETE – 6 pour] En 2011, les États impérialistes ont multiplié les interventions (en Côte d'Ivoire, en Libye, etc.) sous couvert de défense des droits de l'homme et de la démocratie, avec l'appui de toutes les forces politiques pro-capitalistes (antilibéraux inclus). À chaque fois, il s'agissait de remplacer un régime par un autre, encore plus servile et ouvert aux intérêts impérialistes, en s'appuyant cyniquement sur les soulèvements populaires. En ce début d'année 2012, les impérialistes préparent de nouvelles interventions. Concernant la Syrie, les militaires français forment et conseillent des militaires dissidents et le gouvernement français souhaiterait une répétition du scénario libyen, avec la mise en place d'une zone d'interdiction aérienne et des bombardements. Par ailleurs, les pressions contre le régime iranien se multiplient : embargo de l'UE sur les importations de pétrole iranien, manœuvres militaires et menaces de frappes aériennes israéliennes.**

Nous soutenons les soulèvements populaires contre les dictatures et nous nous opposons dans le même temps à toutes les formes d'intervention impérialiste. Nous combattons l'ensemble des directions bourgeoises de ces pays qui pactisent avec l'impérialisme, et ouvrent la voie à la recolonisation de ces pays.

L'année 2012 qui commence ne sera pas seulement celle d'un nouveau développement de la crise mondiale et globale du capitalisme, de l'offensive des classes dominantes. Elle sera aussi celle de la montée des exigences démocratiques et sociales dont les révolutions arabes ont été et sont le fer de lance, des exigences écologiques. Ces évolutions internationales donnent au projet du NPA, le regroupement démocratique des anticapitalistes, toute sa pertinence, **[AMENDEMENT 12 REJETE] à condition de le relancer aujourd'hui par la clarification programmatique et stratégique.** A nous, tous ensemble, de le faire vivre dans sa pluralité.

Résolution sur les législatives 2012

Adoptée - 63 pour, 40 contre, 7 abst, 2 NPPV (les élus P4/Tendance CLAIRE se sont abstenus)

Avec propositions d'amendements de L., L. et M. (P4/Tendance CLAIRE) (en rouge)

L'élection présidentielle et les élections législatives participent d'une même cohérence politique. C'est ce que nous avons indiqué dès la conférence nationale en juin. Il s'agit d'élections nationales qui doivent être traitées dans un cadre politique national permettant d'éventuels accords locaux en cohérence avec la politique et le programme que nous avons développés à l'occasion des présidentielles.

Pour préparer ces élections, le NPA prend contact dès à présent avec les forces politiques nationales et locales qui se situent dans ce cadre, contre la droite et l'extrême droite, et refusant toute alliance parlementaire et gouvernementale avec le Parti Socialiste. De ce point de vue, les forces politiques composant le Front de Gauche n'ont pas clarifié cette question centrale, **[AMENDEMENT 1 INTEGRE] de même qu'elles n'ont pas rompu avec la gestion des régions sous tutelle du PS et/ou le vote de leurs budgets.**

Dans ce cadre (indépendance avec le PS, désaccords avec l'orientation nationale du Front de Gauche...), le NPA cherchera à aider au rassemblement des forces anticapitalistes – regroupements politiques, équipes militantes du mouvement social, etc. – et étudiera toutes les possibilités d'accords nationaux et locaux. Il prendra toutes les initiatives en ce sens.

Sans attendre, nous prenons toutes les dispositions pour présenter dans un maximum de circonscriptions des candidatures pour rassembler les anticapitalistes autour de nos mesures d'urgence **[AMENDEMENT 2 REJETE] et de notre programme indépendant du Front de gauche**, pour répondre à la crise, pour le développement et les convergences des luttes et résistances. Il s'agira, en particulier, si Hollande est élu, **[AMENDEMENT 3 PARTIELLEMENT INTEGRE : la phrase que nous proposons de supprimer a été maintenue] de défendre le programme et la perspective d'une opposition de gauche d'œuvrer à la mobilisation la plus large des travailleurs/ses et de leurs organisations pour résister et vaincre la gestion de la crise, aux politiques d'austérité que mènera ce dernier. [AMENDEMENT 3 bis REJETE] En même temps, le NPA continuera de défendre ses orientations en toute indépendance politique.**

Les demandes de la Gauche anticapitaliste en tant que courant public devront être prises en compte de manière spécifique. Comme le demandent les camarades, il est juste et nécessaire de prendre en compte à différents niveaux (local et national) les équilibres internes entre les positions, **[AMENDEMENT 4 REJETE – 5 pour] dans le cadre de l'orientation décidée par la majorité, notamment en toute indépendance à l'égard des forces du Front de gauche.** Cela signifie que tous les candidatEs du NPA que nous présentons à cette élection sont des candidatEs de tout le parti, avec le sigle du parti, et rattachés à l'association de financement du parti.

Les discussions feront l'objet d'un point régulier au CE en lien et en cohérence avec les travaux de la commission paritaire.

L'ensemble du dispositif, candidatures du NPA et éventuels accords locaux ou nationaux, devra être ratifié lors du CPN qui suivra immédiatement les présidentielles.

Le but est à la fois de donner aux comités la nécessaire respiration locale tout en assurant le respect de ce qui a été démocratiquement décidé au niveau de tout le parti.